

10 mesures d'urgence

pour une politique anticapitaliste

Ces mesures peuvent être imposées par une mobilisation d'ensemble du monde du travail pour stopper l'offensive libérale. Nous voulons chasser ce gouvernement et mettre à sa place un gouvernement des travailleurs, un gouvernement rompant avec la logique capitaliste, la soumission à la loi du profit, un gouvernement fondé sur la mobilisation et le contrôle populaire pour imposer ses choix face aux intérêts des patrons.

Nous mettons en débat nos propositions avec tous ceux qui doivent aujourd'hui se rassembler pour chasser Chirac, Raffarin et Sarkozy et leur opposer une orientation fondée sur les besoins sociaux. En effet, l'histoire récente nous a montré à quelle situation pourrait mener une nouvelle expérience de gouvernement de gauche qui suivrait à nouveau les sentiers du libéralisme.

Nous pensons nécessaire de construire dans ce pays une force qui porte de tels combats, une force anticapitaliste qui, dans la gauche, prenne le dessus sur celles qui ont glissé dans le social-libéralisme.

Cela représenterait un formidable point d'appui pour nos luttes, pour s'opposer au rouleau compresseur libéral pour porter haut et fort une réelle alternative.

La LCR est disponible pour débattre de tels choix, des moyens de les faire aboutir.

Nous nous adressons pour en débattre aux courants militants qui partagent la même volonté d'arrêter l'offensive réactionnaire, ceux avec qui nous menons les combats sociaux contre le libéralisme, ceux avec qui nous nous opposons à la Constitution européenne.



SOUSCRIPTION « AIDEZ LA LCR »

Pour aider la LCR à sortir chaque semaine le journal *Rouge*. Pour nous permettre de faire entendre notre « non de gauche » à la constitution libérale, nous avons besoin de votre soutien.

Envoyez vos dons à LCR-Souscription, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil .

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Code postal :

Ville :

Somme versée :

(Chèques à l'ordre de « LCR-Souscription ») Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 60 % de leur montant.

Association de financement « LCR-Souscription », agrément de la CCFP du 30 juin 1995. Dons destinés à la LCR.

Changez de monde

lisez

Rouge



Hebdo



10 mesures d'urgence



pour une politique anticapitaliste

En ce début de 2005, l'espoir renaît. Les luttes sociales réapparaissent dans le paysage politique. Les salariés et la jeunesse résistent contre les offensives patronales et gouvernementales. Une exigence politique se fait entendre : assez de destruction de nos emplois, de nos salaires, assez d'attaques contre nos conditions de vie.

CHIRAC, SEILLIÈRE ET SARKOZY VEULENT NOUS IMPOSER UN NOUVEAU MODÈLE DE SOCIÉTÉ

Dans leur société, tous les droits sociaux acquis depuis des dizaines d'années par l'action des travailleurs sont remis en cause. Les licenciements, les fermetures d'entreprises sont des variables d'ajustement pour le maintien des profits des actionnaires...

Mais, loin d'être la simple politique conjoncturelle d'un gouvernement, ces remises en cause se déclinent aujourd'hui dans tous les pays, et notamment ceux de l'Union européenne, qu'ils soient dirigés par des gouvernements de droite ou de gauche.

Sur le plan international, ces attaques contre les classes populaires s'accompagnent de guerres contre les peuples comme en Irak, sans oublier le pillage de l'Afrique par les grandes multinationales françaises.

LES CLASSES POPULAIRES REJETENT LE LIBÉRALISME !

En 2003, nous étions des millions à nous mobiliser contre la réforme du système des retraites, les salariés de l'Education nationale ont mené une lutte prolongée contre la décentralisation. Intermittents du spectacle, chercheurs, chômeurs « recalculés » ont obtenu des reculs partiels

grâce à leur mobilisation. Les gaziers-électriciens ont tenté de s'opposer à la privatisation du service public de l'énergie. Autour de STMicro, les salariés de plusieurs entreprises soumises à des licenciements et des fermetures se sont coordonnés pour défendre le droit à l'emploi. Face à la politique de guerre et à la mondialisation capitaliste, en France et en Europe, des millions de jeunes, de salariés, se sont mobilisés, à plusieurs reprises, pour exprimer leur volonté de paix et de justice sociale, de refus du racisme et des ségrégations.

Ces luttes sociales témoignent d'un mécontentement grandissant. Aux dernières élections régionales et européennes la droite a été rejetée. Mais, malgré « la rue et les résultats électoraux » le gouvernement persiste et signe. Alors les salariés et la jeunesse doivent tout faire pour se débarrasser de cette politique.

POUR UNE POLITIQUE ANTICAPITALISTE !

Il y en a assez d'entendre dire qu'il n'y a pas d'autre choix possible que la politique libérale, de droite ou de gauche. Nous voulons opposer d'autres choix, une politique anticapitaliste.

Le mécontentement populaire renforce la poussée du NON à la Constitution européenne. Mais quelle est l'alternative aux Chirac, Sarkozy et consorts ? Ce ne peut être la gauche social libérale qui vote OUI à la constitution européenne.

Les travailleurs ont besoin d'une expression politique qui les renforce et aide à construire une gauche fidèle aux aspirations sociales.

Les salariés, les forces du mouvement social, les militants politiques attachés à combattre l'offensive capitaliste doivent se rassembler dès aujourd'hui autour de choix politiques radicaux. C'est dans ce sens que la LCR met au débat un plan de 10 mesures d'urgence.

10 mesures d'urgence

pour une politique anticapitaliste

1/ DROIT À L'EMPLOI POUR TOUTES ET TOUS !

Cela implique :

- L'interdiction des licenciements collectifs et individuels, le maintien des emplois sous peine de réquisition des entreprises. En cas de carence de l'employeur, c'est la responsabilité collective du patronat de maintenir les salaires et les activités, grâce à un fonds de mutualisation fondé sur des cotisations patronales.
- La garantie pour tout salarié de disposer d'un emploi stable à plein temps, en CDI, avec la reconnaissance du droit à la formation sur le temps de travail.
- La mise hors la loi du temps partiel imposé que subissent essentiellement les femmes, le passage à temps plein sur simple demande.
- Travailler moins pour travailler tous, avec la réduction du temps de travail, par le passage immédiat à 35 heures dans les entreprises de moins de 20 salariés, la marche vers les 32 heures sans perte de salaire ni flexibilité avec les embauches correspondantes.

2/ DÉFENDRE LA SÉCURITÉ SOCIALE PAR :

- L'abrogation des plans Juppé et Douste-Blazy.
- Les soins gratuits, pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, financés par une redistribution des richesses au profit des salariés. L'augmentation de la part socialisée de notre salaire (les cotisations dites patronales versées aux Caisses à partir de notre salaire) doit assurer le financement de notre santé et de nos retraites. L'ensemble des exonérations de cotisations, censées développer l'emploi, mais ne servant qu'à faire baisser le coût du travail, doivent être supprimées et les arriérés de cotisations patronales impayées récupérées.
- La nationalisation des trusts pharmaceutiques qui ponctionnent la Sécurité sociale pour rémunérer grassement les placements boursiers. La recherche médicale et pharmaceutique doit devenir un service public au service et sous le contrôle de la population.
- Le retour au droit à la retraite à taux plein pour tous à 60 ans et 55 ans maximum pour les travaux pénibles, après 37,5 annuités, avec au minimum 75 % du meilleur salaire. L'augmentation immédiate des pensions de 300 €.
- Les salariés doivent se réappropriier la gestion des Caisses alimentées par leurs salaires. La Sécurité sociale doit être réunifiée dans une Caisse commune, gérée par des représentants élus par l'ensemble des salariés et régulièrement renouvelables. Les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHS-CT) doivent voir leurs moyens et leurs droits accrus, ainsi que la Médecine du travail.

3/ URGENCE POUR DÉFENDRE ET ÉTENDRE LES SERVICES PUBLICS FONDAMENTAUX

- En revenant sur toutes les privatisations, et ouvertures à la concurrence qui ne sont qu'un prélude au démantèlement.
- En abrogeant la loi Fillon qui met en péril le droit à l'éducation.

- Dans le domaine des transports, de l'énergie, des télécommunications et de la Poste, de la santé, de l'éducation, la défense des services publics face aux volontés de marchandisation, leur développement en fonction des besoins sociaux en zone urbaine et rurale, c'est la garantie de l'accès pour le plus grand nombre.
- Cela impose que les populations exercent leur contrôle. Qu'elles déterminent localement l'ensemble des besoins non satisfaits et que cette définition s'accompagne des créations d'emplois et d'ouvertures de classes, d'hôpitaux, de lignes de transport nécessaires, le développement de services publics d'accueil des enfants et d'accompagnement des personnes âgées ou dépendantes, l'arrêt des menaces de fermetures des écoles maternelles, le maintien et le développement des centres d'interruption volontaire de grossesse. Dans le même sens, les services de distribution de l'eau doivent tous revenir sous propriété et contrôle public, par l'expropriation de Vivendi.

4/ REDISTRIBUER RADICALEMENT LES RICHESSES ! AUGMENTER LES SALAIRES ET LES MINIMA SOCIAUX !

- Grâce au chômage, à la précarité, à la baisse des salaires et des cotisations, chaque année, industriels et actionnaires prennent dans nos poches 150 milliards d'euros supplémentaires. Récupérer ces richesses passe par des créations massives d'emplois et l'augmentation des salaires et des minima sociaux, avec un revenu au moins égal au SMIC, celui-ci devant être relevé à 1 500 €, et les salaires augmentés de 300 €.
- Il faut mettre fin à l'injustice fiscale. Tous les cadeaux fiscaux aux riches doivent être supprimés, avec revalorisation de l'impôt sur les hautes tranches de revenu, une imposition plus forte du patrimoine et des fortunes. Par contre, la TVA, impôt qui taxe lourdement les plus pauvres, doit être supprimée, en commençant par les produits de consommation courante.

5/ EGALITÉ POUR LES DROITS DES FEMMES

- Application immédiate et extension des lois sur l'égalité professionnelle pour imposer la remise en cause des ségrégations à l'embauche, l'égalité des salaires et des carrières hommes-femmes, la reconnaissance de qualifications aujourd'hui sous-payées, l'arrêt des politiques d'incitation au retour des femmes au foyer.
- Développement d'un service public de la petite enfance.
- Préservation du droit à l'avortement et à la contraception libres et gratuits contre tout retour à l'ordre moral.
- Adoption de mesures positives pour assurer la parité aux responsabilités politiques.

6/ NOTRE ENVIRONNEMENT ET NOS VIES NOUS APPARTIENNENT.

- Les cultures OGM en plein champ doivent être interdites. Il faut sortir du nucléaire. Et au-delà, c'est à la société de décider de ce qui doit être produit.

- Qu'il s'agisse de l'armement, du nucléaire ou de la chimie, les productions inutiles et dangereuses pour les salariés et l'environnement doivent être interdites et les groupes producteurs doivent assumer les reconversions nécessaires. La sécurité industrielle exige des mesures radicales qui retirent le pouvoir absolu aux actionnaires et donne le pouvoir de décider et de contrôler aux populations.

7/ LA FIN DES DISCRIMINATIONS RACISTES. EGALITÉ DES DROITS FRANÇAIS - IMMIGRÉS

- Les droits sociaux fondamentaux (à la santé, à l'école, au logement) doivent s'appliquer à toutes les familles et à chaque individu, sans distinction d'aucune sorte.
- Le droit de vote et d'éligibilité pour tous les résidents, Union européenne et non-Union européenne, à toutes les élections, la liberté de circulation et d'installation, l'arrêt immédiat de toutes les expulsions, la régularisation de tous les sans-papiers avec la délivrance de la carte de résident de dix ans automatiquement renouvelable, permettant à chacun d'exercer un emploi déclaré et correctement payé, la libération de toute personne emprisonnée pour défaut de papier, la suppression de la double peine pour les étrangers, système pénal de discrimination.

8/ LE COMBAT CONTRE LE TOUT SÉCURITAIRE : NON À LA CRIMINALISATION DES JEUNES ET DES PAUVRES

- Abrogation des lois de sécurité quotidienne et intérieure, de la loi Perben, suppression du fichier STIC (système de traitement informatisé des infractions constatées) dont les données servent de discriminant à l'embauche, à l'obtention d'un titre de séjour ou à l'accès à la nationalité française.
- Pour un plan de développement du logement social et des services publics dans toutes les zones rurales et urbaines, de réels moyens éducatifs, la résorption du chômage et de la précarité.

9/ COMBATTRE

LA MONDIALISATION CAPITALISTE LIBÉRALE

- Non aux diktats du FMI, de l'OMC et de la banque mondiale.
- Liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes, en Palestine, en Irak, en Tchétchénie.
- Abolition de la dette du Tiers-monde.

10/ NON A LA CONSTITUTION EUROPÉENNE !

- Rupture avec les règlements et dispositions réactionnaires prises au niveau de l'Union européenne. Aller vers une Europe fondée sur les besoins, les droits et les aspirations de ceux et celles qui produisent les richesses, ce qui implique d'ores et déjà le rejet de tous les traités européens, à commencer par celui de Maastricht et des directives anti-sociales comme la directive Bolkestein.